

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

ECHOS DE LA CELEBRATION DE LA FETE NATIONALE

Madagascar a célébré le 56^{ème} anniversaire de son indépendance, le dimanche 26 juin 2016. Une occasion pour l'ensemble des corps des forces de l'ordre, constitués de la police nationale, la gendarmerie nationale et l'armée malagasy d'effectuer les traditionnelles parades militaires au stade municipal de Mahamasina et pour les autorités ainsi que les personnalités publiques, la réception officielle au palais d'Etat d'Iavoloha. Bien évidemment, cet événement a focalisé l'attention des médias.

A quelques jours de l'événement, la TVM rassure que « tout est fin prêt pour la célébration de la fête de l'indépendance, tant en ce qui concerne la logistique de la parade militaire que du côté du dispositif de sécurité mis en place », en se référant notamment à la déclaration du Gal Florens Rakotomahanina, Commandant de la Circonscription inter-régionale de la Gendarmerie nationale, lors d'un point de presse : « le site d'Anosy sera totalement sécurisé ». Ce haut responsable a par ailleurs fait savoir que différentes rumeurs circulent quant à un projet de semer le trouble durant les festivités. Il précise par conséquent que le dispositif de sécurité mis en place s'avère exceptionnel. Ce fut également une occasion pour le Gal Béni Xavier Rasolofoniriana, ministre de la Défense nationale, d'adresser ses vœux au peuple malgache à l'occasion de ce 56^{ème} anniversaire de l'armée, qui, d'après lui, symbolise l'unité nationale. KOLO TV met l'accent sur l'intervention du Col Ravoavy Zafisambatra, haut responsable au sein du CIRGN, détaillant les dispositions prises le jour-J. Il s'agit notamment d'un contrôle et fouille minutieuse, à deux niveaux, du public à l'entrée du stade. La station a également attiré l'attention sur le budget pour la tenue de la cérémonie d'Iavoloha. Bien que le nombre d'invités ait été revu à la baisse, le coût total des dépenses s'élève aux alentours de 74.5 milliards d'Ariary à raison de 45 000 Ariary par convive, pour environ 1 500 invités et 1 million d'Ariary, à titre de rémunération pour la prestation de chacun des 7 artistes, devant animer l'événement. S'agit-il réellement d'une parade militaire comme son nom l'indique ou d'une démonstration visant à rassurer la population qu'elle peut parfaitement compter sur son armée ? s'interroge VIVA, dans sa couverture des dernières phases de répétitions des corps prenant part au défilé et dont le traitement tend à soutenir la seconde hypothèse. Durant la chronique de l'émission interactive « Anao ny fitenenana », FREE FM se demande s'il est réellement judicieux de célébrer la fête nationale étant donné les différents événements tragiques survenus dernièrement ainsi que les foyers de tension qui se multiplient sur tout le territoire national. La station se réfère entre autres à l'attaque de dahalo dans la partie sud de la Grande île ayant fait une trentaine de décès, l'opposition de la population de la Commune de Soamahamanina à une exploitation minière entreprise par une compagnie chinoise dans leur localité ainsi que les manifestations entreprises par les marchands de Pochard, face au projet d'extension de la route au sein du marché. RADIO PLUS a accordé une large couverture au discours du PRM, lors de la cérémonie d'Iavoloha, durant lequel il a cinq fois interpellé ses détracteurs. Le Chef de l'État a ainsi répliqué en déclarant avoir pris en main un pays sanctionné par la Communauté internationale. Il a par conséquent argumenté sur les importantes

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





avancées acquises par le régime durant ces six derniers mois, à l'exemple de l'obtention du Fonds de Crédit Élargi (FEC), la sortie de l'annexe B pour la compagnie aérienne Air Madagascar ou encore de la construction de nombreuses infrastructures dans la Région Atsimo Andrefana.

FOYERS DE TENSION

LES FESTIVITES TOURNENT AU DRAME, UNE « EXPLOSION » FAIT DES VICTIMES

Une forte explosion est survenue en début de soirée du 26 juin, au stade de Mahamasina, durant le spectacle gratuit destiné à divertir la population durant ces festivités. Environ quinze minutes après le départ du Président de la République et de sa famille, une forte déflagration a été entendue près de la scène où se tiennent les représentations des artistes. Il s'agit d'un engin explosif qui a, dans un premier temps, été identifié comme étant une grenade, par les forces de l'ordre. Bilan actuel de cet acte tragique, 03 décès et 92 blessés dont 22, toujours dans un état critique. Les premières réactions des autorités qualifient ce triste événement « d'attentat » et « d'acte terroriste ». Déjà, dès la matinée avant la tenue du traditionnel défilé militaire, les forces de l'ordre ont informé que des engins explosifs ont été retrouvés aux alentours du stade municipal ainsi que sur des civils, pendant la fouille. Il s'agissait de deux grenades lacrymogènes, selon les premières informations. Une large couverture a été accordée par les médias concernant cet événement tragique, plus particulièrement sur les rebondissements de l'enquête mixte menée par la police nationale et la gendarmerie nationale.

ANTSIVA commente que le spectacle gratuit censé divertir une frange de la population s'est terminé en drame. Par rapport au dispositif exceptionnel déployé par les forces de l'ordre pour sécuriser l'événement, annoncé en grande fanfare par le Gal Florens Rakotomahanina, une question mérite d'être soulevée : « comment un civil pouvait détenir une grenade offensive et réussir à l'introduire dans l'enceinte du stade avec la fouille minutieuse effectuée sur chaque spectateur ? » Dans son émission interactive « Sehatra ho an'ny mpihaino », les interventions portent essentiellement sur cette problématique, lorsqu'elles ne constituent pas des messages de soutien à l'endroit des victimes et de leurs familles. Dans sa chronique durant l'émission interactive « Anao ny Fitenenana » sur **FREE FM**, Lalatiana Rakotondrazafy apporte des précisions quant à l'identité des deux jeunes hommes décédés durant cet événement tragique. Bien que condamnant fermement l'attitude « inhumaine » des auteurs et commanditaires de cet « attentat », elle adopte une approche appelant à l'apaisement et au calme, demandant aux auditeurs de garder leur sang-froid. Dans ses réflexions, elle s'interroge sur la raison pour laquelle « le sang n'a pas cessé de couler » depuis l'avènement du régime Rajaonarimampianina. Elle n'écarte pas ainsi l'hypothèse d'un complot, s'interrogeant notamment de la célérité dont a fait preuve le ministère de la Santé, qui a fait livrer des médicaments dans les minutes qui suivent l'arrivée des premières victimes à l'hôpital HJRA. Se référant au fait que les autorités aient déjoué des projets similaires la veille et avant la tenue de la parade militaire, la chroniqueuse se demande par conséquent la raison pour laquelle elles n'ont pas renforcé leurs dispositifs et fait preuve de davantage de vigilance. Elle remet ainsi en question la compétence de l'équipe du Gal Florens Rakotomahanina, qualifiant d'ailleurs ce dernier de « champion de la paranoïa », qu'elle considère comme impuissante lorsque la menace est réelle. **KOLO TV** pointe du doigt les politiciens qui se manifestent massivement pour condamner cet « acte abominable », s'interrogeant notamment sur les engagements concrets qu'ils prennent réellement pour améliorer la situation. Les citoyens ayant pu s'exprimer dans son émission de micro-trottoir ont majoritairement remis en cause le dispositif de sécurité dit exceptionnel mis en œuvre par les forces de l'ordre, au vu des événements. Certains soutiennent, pour leur part, un acte prémédité. Témoignant sur la **RADIO PLUS**, un rescapé déclare que « l'explosion a eu lieu sous l'estrade. Des gendarmes et des militaires ont immédiatement ouvert le feu et 6 personnes se sont retrouvées au sol. » Ce témoin soutient d'ailleurs qu'il y a eu 5 morts. **TV PLUS** rapporte les premiers éléments d'information recueillis

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



*auprès de la police judiciaire. La thèse selon laquelle le Président de la République a été la cible de cet « attentat » a été évoquée et un appel à témoin est lancé par les forces de l'ordre. **VIVA** a reconstitué les événements en s'enquérant des versions de plusieurs témoins et informé du dernier bilan qui s'avère lourd, tel que le précise le Pr Oliva Rakoto Alson, directeur de la HJRA. Néanmoins, ce responsable rassure que les frais médicaux ont été tous pris en charge par l'État. La **TVM** a fait l'objet d'un important critique de la part de l'opinion publique, accusée d'avoir délibérément interrompu la retransmission en direct et ainsi, « dissimuler » au public ce qui s'est réellement passé durant cette tragédie. En réponse à ses détracteurs, la chaîne nationale a déclaré que ses câbles ont été sectionnés par la déflagration et par conséquent, il ne s'agit pas réellement d'une interruption volontaire. Néanmoins, un journaliste a été dépêché au CHU Joseph Ravoahangy Andrianavalona pour s'enquérir sur le terrain du bilan ainsi que de la situation post-explosion. **RNM** a adopté une approche rassurante et a focalisé l'attention sur la déclaration de la ministre des Affaires étrangères Atallah Béatrice selon laquelle cet acte odieux n'aura pas d'impact sur la tenue des sommets et rencontres internationaux qu'abritera Madagascar, à savoir les Sommets de la COMESA et de la Francophonie ainsi que la réunion des parlementaires francophones, qui se tiendra d'ailleurs le 8 juillet prochain. »*

POLITIQUE

REACTIONS EN CHAÎNE DES POLITIENS

Suite à « l'attentat » survenu durant les festivités de célébration de la fête nationale, les représentants étatiques des différentes institutions ainsi que les partis et personnalités politiques se sont « rués » au CHU Joseph Ravoahangy Andrianavalona, afin de soutenir les victimes et leur famille. Chaque passage d'acteurs politiques et étatiques a été rapporté par les médias, ces derniers condamnant d'ailleurs à l'unanimité cet acte criminel et « antipatriotique » qui a terni la célébration du 56^{ème} anniversaire de l'indépendance de la Grande île.

*Autant les médias publics que privés ont accordé une couverture à chaque passage de personnalités politiques et ainsi rapporté leurs réactions, en particulier **RADIO PLUS, TV PLUS, TVM, RNM, VIVA** et **KOLO TV**. L'intervention du Chef de l'État Hery Rajaonarimampianina et du Premier ministre Olivier Solonandrasana Mahafaly, qui ont été les premiers à se rendre au chevet des victimes, a bénéficié d'une large couverture. Dans sa déclaration, le Président de la République a soutenu que cet acte peut être qualifié de « terroriste » dans la mesure où des victimes innocentes ont été déplorées. Il a ainsi insisté sur le fait que des sanctions sévères seront appliquées à l'encontre de ses auteurs et instigateurs. « Certes les divergences d'idées peuvent exister mais l'on ne peut tolérer les actes terroristes. On a le droit de ne pas apprécier le PRM mais il est inadmissible de sacrifier des innocents. Les coupables seront sévèrement punis » a-t-il déclaré.*

- *Les parlementaires, dirigés par les Présidents du Sénat Honoré Rakotomanana et de l'Assemblée nationale Jean Max Rakotomamonjy, se sont rendus aux chevet des victimes pour exprimer leur solidarité. A cette occasion, le numéro un de la Chambre basse a déclaré regretter que la célébration de la fête de l'indépendance se soit tournée en cauchemar.*
- *Face aux médias, le ministre de la Défense nationale, Béni Xavier Rasolofonirina et le Secrétaire d'Etat en charge de la Gendarmerie nationale, Didier Gérard Paza ont indiqué que des mesures drastiques vont être prises, que des dispositifs de renforcement de la sécurité seront mis en œuvre et que les sanctions seront sévères et immédiates. Ces premiers responsables des forces de l'ordre ont par ailleurs lancé un appel à témoin dans le cadre des enquêtes.*

- *La ministre des Affaires étrangères, Atallah Béatrice rappelle que le corps diplomatique venait de féliciter la Grande île avant que ce drame ne se produise. Quoi qu'il en soit, les différents évènements internationaux seront maintenus.*
- *Le ministre de la Santé, Lalatiana Andriamanarivo a souligné que plusieurs bénévoles ont consenti à prêter main-forte au personnel médical du CHU HJRA et profite de son intervention pour réitérer la prise en charge des frais de soins de tous les blessés par l'État.*
- *La mairesse d'Antananarivo Lalao Ravalomanana est également venue aux chevets des victimes. A cette occasion, elle a déclaré aux médias être prête à collaborer avec le Gouvernement pour le renforcement de la sécurisation dans la capitale. Afin d'exprimer sa solidarité et de présenter son hommage aux victimes, la CUA a mis le drapeau municipal en berne.*
- *Les chefs de Région Betsiboka, Vakinankaratra, Analamanga et Analanjirofo ont tour à tour condamné les actes meurtriers de Mahamasina.*
- *Le président de parti HVM, Rivo Rakotovoao, déclare que les divergences d'opinion ne devraient pas conduire à des morts d'hommes. Le parti politique au pouvoir condamne par conséquent fermement ces actes odieux.*
- *Le président du parti TIM, Marc Ravalomanana a accompagné son épouse lors de sa visite aux victimes et annonce, à cette occasion, un « État fragile ». Il s'insurge également contre cet acte méprisable qu'il attribue à des fauteurs de trouble.*
- *La formation politique MAPAR a publié un communiqué dans lequel elle condamne les actes criminels survenus à Mahamasina. Le parti est fortement convaincu que la violence ne représente aucunement la solution aux problèmes auxquels est confronté le pays actuellement.*
- *Le parti AREMA, représenté par son secrétaire national Simon Pierre, s'est dit contre toute forme d'expression d'idées par la violence. Sophie Ratsiraka a, pour sa part, rappelé l'importance du dialogue et du respect du Fihavanana dans le règlement des différends politiques.*

COMMUNAUTE INTERNATIONALE

REACTIONS DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

La Communauté internationale, à travers ses différentes représentations et acteurs diplomatiques, exprime sa solidarité avec le peuple malgache face à cet événement tragique et condamne fermement l'usage de la violence, en particulier cet acte criminel. Les discours constituent en majorité des messages de soutien et de réconfort adressés aux victimes et leurs familles.

*Les déclarations des diverses personnalités diplomatiques ont été rapportées par la plupart des stations audiovisuelles, en l'occurrence **KOLO TV, TVM, RNM, VIVA et TV PLUS.***

- *Mohammed Amar, ambassadeur du Royaume du Maroc et doyen du corps diplomatique à Madagascar, a fermement condamné « l'attentat » de Mahamasina au nom de la Communauté internationale. Il a également exprimé sa sympathie à l'endroit des victimes, à leurs familles et au Gouvernement. Le diplomate fait remarquer que ces actes sont contraires au Fihavanana malagasy.*
- *Hawa Ahmed Youssouf, représentante résidente de l'Union Africaine, estime « regrettable que Madagascar qui donnait une image très positive dans la matinée, soit endeüllé dans la soirée ».*
- *Violet Kakyomya, coordinateur résident du PNUD, soutient que ces « actes terroristes » sont contraires aux droits humains. Elle espère par ailleurs que cette tragédie soit un cas isolé.*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- *Michaëlle Jean, secrétaire générale de l'OIF, dénonce et condamne cet acte criminel ainsi que les velléités de semer les troubles, à travers un communiqué. Son organisation a exprimé la solidarité des pays francophones à la Grande île face à cette tragédie. Sarr Malik, représentant permanent de la Francophonie à Madagascar, s'insurge, quant à lui, du fait que des individus osent terroriser tout un peuple le jour de la célébration de l'indépendance de son pays.*
- *Particulièrement émue, Yang Xiaorong, ambassadeur de Chine, a présenté ses condoléances aux familles des victimes décédées lors de ces tragiques événements.*
- *En marge de sa visite de courtoisie au Président du Sénat, l'ambassadeur de Suisse, Philippe Brand dénonce les actes odieux de Mahamasina qu'il qualifie d'inhumains et a adressé ses condoléances aux familles des victimes.*

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

